

Compte-Rendu Post PPRT 17/12/2015

Présents :

	Nom	Organisme
Collège de l'État et des étab. publics	Amarenco	Caisse des Dépôts et Consignations
	Bacou	CEREMA/DTerMed/DREC/SVGC SIG
	Ballaro	GPMM
	Chevallier	Direccte PACA Unité Centrale
	Coustès	ARS PACA
	Duchêne	DDTM13/SU
	Germain	SDIS13
	Lassalle	DDTM13/SU
	Monnier	Sous-préfecture d'Istres
	Patouillet	DREAL PACA/SPR/URIA
	Perdiguier	DREAL PACA
	Teyssier	DREAL Alsace
	Vargelli	DDTM13/SU
	Zoulalian	DDTM 13
Collège des collectivités	Bicas	Mairie de Marseille
	Cazaux	Com. de Fos-sur-Mer
	Gomez	Com. de Berre-l'Etang
	Jolivet	Com. de Fos-sur-Mer
	Jullion-Besnard	MPM (Marseille Provence Métropole)
	Lenoir	Com. de Rognac
	Levrault	Com. de Châteauneuf-les-Martigues
	Mariton-Fernandez	Communes Moyenne Durance CCM 04
	Perfetti	Pays de Martigues
	Queyrel	Com. de Château-Arnoux-St-Auban
	Talguemint	Com. de Vitrolles
	Vallon	REGION PACA
	Varin	CG 13
	Vidal	Commune de Martigues
Collège des Industriels	Collin	PACT
	Gielly	PACT
	Lasfargues	Urbanis
Collège des Salariés	Blanc	FO - UDFO
Collège des Associations	Aubaud	FNE 84
	Deboom	Arpil
	Sacher	Cyprès
Experts	Sandon	EX -DREAL PACA

Rédaction : Gwénaëlle Hourdin, SPPI PACA

Validation :

- Copil avant le 30/01/16
- Participants avant le 16 février

Présentation en ligne :

<http://www.spppi-paca.org/a/297/gt-de-l-objectif-de-performance-a-la-realisation-de-travaux/>

Ordre du jour :

- **9H20** Accueil *Pierre Perdiguier DREAL PACA*
- **9h30** : PARI Saint-Menet (30 mn)
 - o volet technique et présentation du PARI
Estelle Lasfargues, Chef de projet, Urbanis
 - o volet communication, présentation des différentes actions
Gaëlle Duchêne, chargée de mission PPRT DDTM 13
 - o Actions engagées par la mairie
Sylvie BICAS, chef de projet, mairie de secteur, des 11-12e
 - o Urbanis - ressenti des riverains et retours terrain
 - *Échanges avec la salle (30 mn)*
- **10h30** : Opérations ANAH 68
Caroline TEYSSIER, chef du Pôle Risques Accidentels, service des Risques Technologiques DREAL Alsace
 - *Échanges avec la salle (30 mn).*
- **11h30** : Focus ordonnance
Bruno Patouillet, chef de l'unité Risques Industriels Accidentels, Service Prévention des Risques, DREAL PACA
 - *Échanges avec la salle (15 mn).*
- **12h00** : Articulation avec la campagne d'information réglementaire
Michel Sacher, Directeur du Cyprès
 - *Échanges avec la salle (15 mn).*

Glossaire

CISST : Comité Inter-entreprises de Santé et de Sécurité au Travail

PARI : Projet d'Accompagnement des Risques Industriels

ANAH : Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat

PIG : Programme d'Intérêt Général

OPAH : Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat

Préambule

Ce cycle d'atelier est dédié aux PPRT et plus particulièrement à l'accompagnement des collectivités dans leur mise en œuvre. Cette démarche a été financée à 75 % par la DREAL PACA et à 25 % par le SPPPI PACA. La DDTM13 a activement participé à la mise en œuvre de ces ateliers et j'en profite pour les remercier.

Cette démarche unique en France témoigne de la volonté des services de l'État d'ouvrir un espace de dialogue et d'échange avec les collectivités sur ce sujet.

Pierre Perdiguier – DREAL PACA

Le sujet des PPRT est un sujet majeur en PACA. On compte 27 PPRT en PACA, ce qui est considérable avec de gros PPRT de type plateforme, avec de multiples exploitants.

Ce sont des chantiers particulièrement compliqués à mener. C'est pourquoi, il nous semblait indispensable d'avoir et de participer aux côtés du SPPPI à cette logique d'accompagnement sur le post PPRT, c'est-à-dire, la mise en œuvre des PPRT.

L'objectif national d'approbation des PPRT pour fin 2015 est de 95 %.

En PACA, nous sommes un peu en retard, puisque nous sommes à 67 %.

Il en reste 9 qui sont pour la plupart de très gros PPRT auxquels il faut rajouter celui de Total La Mède qui est à revoir.

Ce retard peut s'expliquer par :

- Un grand nombre de plateformes comprenant des sites industriels importants présentant des risques extrêmement variés.
- Une concentration d'activités sur une petite partie du territoire, ce qui induit une complexité particulière.
- De fortes contraintes d'aménagement.
- Une pression foncière considérable.
- Une opposition du public et des élus assez forte et structurée sur ces problématiques de risques industriels et de PPRT.

Du retard a également été pris parce qu'un important travail a été fait pour réduire le risque à la source avant d'entrer dans le chantier d'urbanisation. Ce travail a permis de fortement réduire les coûts. Un exemple sur un PPRT des Bouches-du-Rhône, le coût du PPRT pour la collectivité a été réduit de 70, (estimation en début de démarche), à 20 Millions d'Euros (estimation actualisée).

Ce travail contribue également à mieux protéger les populations.

Une des difficultés est liée aux plateformes et à la multiplicité des exploitants. Une circulaire de 2013 donne des clés pour aider à résoudre ces cas. Mais il faut le temps de la mettre en œuvre. Une autre étape sera la mise en place des CISST qui sont des instances liés aux PPRT sur les plateformes multiples.

Récemment, une ordonnance nationale vient d'apporter un certain nombre de modifications sur le régime des PPRT. Elle va amener une certaine souplesse, dans la mise en œuvre des mesures de protection, notamment pour les activités économiques.

Ce point sera abordé plus précisément au cours de cette matinée, après celui de l'élaboration des PPRT.

Le deuxième sujet est le Post PPRT sur lequel la région PACA est plutôt en avance puisque nous avons bénéficié de l'expérimentation du PARI à Saint-Menet.

C'est un dispositif de guichet unique qui a été mis en place pour les gros PPRT qui concernent plusieurs centaines de logements.

Pour des PPRT qui concernent quelques dizaines de logements, un dispositif de type ANAH, peut-être mis en place. Il n'y en a pas encore en PACA, mais nous avons une représentante de la DREAL Alsace qui nous fera un retour sur son expérience dans le Haut-Rhin (68).

PARI St Menet : volet technique - Estelle Lasfargues, Urbanis, chef de projet PPRT

Cf présentation en ligne.

Contexte

700 logements concernés dont 350 privés (50 % collectifs, 50 % individuels) 2/3 propriétaires occupants. Le PARI subventionne à 100 %, les propriétaires occupants et propriétaires bailleurs et en fonction de l'enveloppe disponible, les logements secondaires. Pour Urbanis, l'équipe est très importante et largement surdimensionnée par rapport à une opération PIG classique.

Les propriétaires n'ont pas à faire l'avance. Grâce à un dispositif mis en place avec la Caisse des Dépôts et consignations, les professionnels sont directement réglés.

À noter, le PARI est un dispositif exceptionnel qui permet une prise en charge à 100 % des travaux sans le recours au crédit d'impôt.

La mission est de 24 mois.

Écueil

Nous n'avons pas de liste consolidée des logements concernés. C'est grâce à nos différentes démarches qu'on aura frappé à toutes les portes. Aujourd'hui, 5 mois après le début de l'opération, 50 % des riverains ont été touchés.

Démarche

Une fois le contact établi, il y a une visite du domicile pendant laquelle est choisie la pièce de confinement avec le propriétaire (afin qu'il s'approprie la démarche). Un test à la porte soufflante est réalisé pour identifier les fuites.

On leur remet alors une préconisation de travaux qui est non chiffrée.

Les dossiers d'agrément des demandes de subvention avec les préconisations chiffrées, sont présentés en comité technique mensuellement (financeurs, Cerema, DDTM). 20 à 30 dossiers seront examinés à chaque comité.

Les premiers enseignements :

- Il n'avait pas été prévu dans l'accompagnement l'aide au choix du prestataire.

Mais il y a une réelle demande des riverains sur ce point. Nous avons fait une réunion spécifique avec des professionnels du secteur, identifiés par les pages jaunes et nous avons créé une liste ouverte de prestataires.

- La coordination avec les entreprises du bâtiment est indispensable.

Les différents financeurs s'étaient interrogés sur la nécessité de mettre en place un accord-cadre. Finalement, il a été décidé de commencer sans. Il apparaît aujourd'hui qu'il faut les associer étroitement, par exemple lors de cette réunion technique.

Cette réunion nous a permis de constituer une première liste ouverte.

- Les difficultés à obtenir plusieurs devis.

Les propriétaires pouvaient choisir l'entreprise de leur choix, à condition de nous présenter deux devis. Or les travaux étant parfois extrêmement légers, il était difficile pour eux d'obtenir deux devis.

Il fallait donc pour l'opérateur, avoir une démarche plus proactive. Une nouvelle procédure a donc été mise en place par le comité technique. C'est maintenant Urbanis qui consulte plusieurs entreprises dans cette liste ouverte pour obtenir au moins deux devis.

- Le mandat est plébiscité

Un mandat est proposé à chaque propriétaire pour le paiement de l'entreprise.

Dans tous nos dossiers, le propriétaire a signé ce mandat, même quelquefois en blanc.

⇒ Il y a une demande pour un accompagnement très complet.

- La communication

Jusqu'à présent, les contacts spontanés provenaient des personnes sensibilisées, et ce, à un rythme tout à fait soutenable pour nous. Maintenant, on va se confronter à des personnes moins sensibilisées, voire plus réticentes, et donc, on entre dans une deuxième phase où l'on va au-devant de ces habitants par des actions de porte-à-porte, par exemple.

- Le suivi et le pilotage de la mission

Tous les membres sont extrêmement impliqués avec un lien quasi quotidien.

Questions

Qui suit et contrôle les travaux ? (Richard Deboom, Arpil)

Réponse Urbanis

Il n'y a pas de suivi, car les travaux sont très courts – de l'ordre d'une journée-. En effet, ils concernent surtout du colmatage, au plus il s'agit de remplacement de fenêtres.

Les travaux sont faits par des professionnels et notre équipe repasse ensuite les contrôler.

Estimation moyenne : 1200 € HT (fourchette de 200 à 6000 € HT)

La préconisation minimum consiste en un joint et une plinthe du bas de porte. Les plus gros dossiers concernent les logements avec cheminée.

Et en cas de malfaçon ? (Richard Deboom, Arpil)

Réponse Urbanis

Nous n'en sommes pas encore là, car nous n'avons pas encore commencé les travaux (prévus pour janvier 2016).

Il est prévu également une attestation de fin de travaux signée par le propriétaire et Urbanis. Le propriétaire reste « maître d'ouvrage ». C'est lui qui signe la demande de financement et les devis. Il y a eu effectivement à Toulouse, un cas de malfaçon, c'est le propriétaire qui s'est retourné contre l'entreprise.

Mais le propriétaire n'y connaît rien... (Richard Deboom, Arpil)

Réponse Urbanis

Dans notre cas, je trouve qu'il a une garantie plus importante par rapport à des travaux qu'il déciderait de faire lui-même (remplacer une fenêtre). En effet, on vient constater que les travaux sont bien faits.

Et pour ce qui concerne l'entretien ? (Richard Deboom, Arpil)

Réponse Urbanis

Le propriétaire reste maître d'ouvrage pour l'entretien de son patrimoine.

C'est le propriétaire qui se retrouvera au tribunal ? (Richard Deboom, Arpil)

Réponse DDTM13

C'est une situation extrême. Le cahier des charges défini en amont permet de bien cadrer les travaux. L'équipe vient ensuite contrôler les travaux (mesureur et architecte). Il peut y avoir une deuxième préconisation et une troisième visite.

Est-ce que ces travaux impliquent une demande d'urbanisme ? Qui s'en charge ? (Béatrice Mariton, CCM 04)

Réponse Urbanis

Ce n'est pas fréquent dans notre cas, car il s'agit de beaucoup de travaux à l'intérieur des logements. Il y a un changement de fenêtre, avec donc, autorisation d'urbanisme. C'est le propriétaire qui doit s'en charger. Comme dans une opération OPAH ou PIG, l'opérateur informe et explique.

Complément Gaëlle Duchêne DDTM13

Cela n'avait pas été prévu dans la mission d'Urbanis, car les travaux concernent majoritairement des aménagements à l'intérieur des logements.

Ce sera le cas à une ou deux exceptions près. Si on l'avait su, on l'aurait prévu dans le marché d'Urbanis.

C'est surtout dans d'autres types de risques que l'on peut avoir des modifications de façade. C'est donc à anticiper selon le type de risques.

Lorsqu'il y a un changement de fenêtre, on peut être confronté à un problème d'amiante, or, il n'y a pas eu de diagnostic amiante. Comment est pris en charge le désamiantage ? (Raphaël Chevallier, DIRECCTE)

Réponse Urbanis

Nous n'avons pas du tout anticipé cette situation. Le changement de fenêtre est déjà une situation à la marge. Merci d'avoir relevé ce point.

Comment règle-t-on le problème des aérations sur les fenêtres ? (Richard Deboom, Arpil)

Réponse Urbanis

S'il n'y a pas d'aération, nos architectes rappellent qu'il faut prévoir des grilles d'aérations pour le bien-être des occupants de façon générale.

Quand il existe un système d'aération et en zone PPRT soumise au risque toxique, nous préconisons de remplacer les grilles d'aération par des grilles obstruables. Il existe des

dispositifs coulissants (50 € l'unité). On s'aperçoit lors de ces visites qu'il y a un grand besoin d'explications pédagogiques sur la conduite à tenir en cas d'alerte.

Complément Gaëlle Duchêne DDTM13

Poser un scotch serait tout aussi efficace, mais il est préférable d'installer ces dispositifs qui sont plus rapides, surtout en cas de panique.

De même, il est nécessaire de prévoir pour les VMC, un bouton d'arrêt situé dans la pièce de mise à l'abri.

Comme il n'y a pas d'entreprises agréées, on peut se poser la question d'une entreprise unique qui pourrait garantir les travaux et mutualiser les coûts. Une autre question se pose pour l'entretien de ces travaux, ce pourrait être une annexe au contrat de location et en cas de revente ? (Brigitte Querel – Commune de Château Arnoux-St Auban)

Réponse Urbanis

Il est possible que nous écartions de nous-mêmes, une entreprise (c'est le cas sur le PARI de Toulouse). C'est le retour d'expérience qui nous le dira.

Effectivement, vous avez raison, ce travail consiste en la création d'une pièce de confinement aujourd'hui, mais nous voyons bien qu'il nous faut proposer un document sur la conduite à tenir en cas d'alerte et l'entretien des équipements.

Complément DDTM 13

L'information acquéreur locataire doit mentionner le fait d'être dans un périmètre PPRT, mais, par la suite, il sera également mentionné au moment de la vente, la réalisation des travaux.

Effectivement, sur l'entretien, pour l'instant, il n'est pas prévu d'information, mais on profitera de ce retour d'expérimentation pour identifier les besoins qui seront remontés au ministère.

Qui financera l'entretien ? (Brigitte Querel – Commune de Château Arnoux-St Auban)

Réponse Urbanis

C'est le propriétaire. Il faut bien se rendre compte que le dispositif PARI apporte un accompagnement exceptionnel. Normalement, tout cela est du ressort et de la responsabilité du propriétaire.

En fonction de l'espace dans la salle de confinement et de la durée de l'alerte, quelle est la durée du temps de respiration ? (Alain Aubaud – FNE 84)

Urbanis

La pièce de confinement est choisie de telle sorte qu'il y ait un espace et un volume suffisants pour garantir un air respirable à ses occupants pendant deux heures (qui est le délai estimé pour une évacuation). Pour le moment, les pièces choisies sont supérieures en termes de volume.

Il faut aussi noter que le phénomène identifié est celui d'un nuage qui est ensuite dispersé.

Complément Bruno Patouillet – DREAL PACA

Les phénomènes dangereux considérés sont ceux d'une fuite alimentée pendant 30 à 60 minutes. On est donc sur des délais d'exposition aux concentrations maximales des toxiques de cet ordre.

On voit que cet accompagnement est très intéressant, est-ce que vous pourriez nous donner quelques chiffres quant à son coût ? Est-ce que le dispositif peut être simplifié sur certains PPRT avec moins d'enjeux ? (Philippe Varin, DDTM 13)

Estelle Lasfargues Urbanis et Gaëlle Duchêne – DDTM13

Le coût de la mission d'Urbanis, est très simple, c'est le même que le coût des travaux, à peu près 500 000 € de travaux et un coût de mission pour Urbanis d'un peu plus de 500 000 € pour un accompagnement important de A à Z qui inclut le diagnostic.

Il est possible de réduire la mission à seulement le diagnostic (qui est financé au même titre que les travaux dans le dispositif PPRT classique).
Il faut noter dans ce cas que le coût des travaux, n'est pas très élevé.

PARI St Menet : volet communication - Gaëlle Duchêne, DDTM13

Notre objectif était de toucher l'ensemble des personnes dans le périmètre. La démarche qui nous a guidés était de toucher les personnes encore non venues, d'une nouvelle manière. Pour cela nous avons procédé de la manière suivante :

- Une identification des personnes concernées a été faite par la mairie du XI^e et XII^e arrondissement de Marseille.
- Une invitation nominative à une réunion publique leur a été envoyée.
- La réunion publique a eu lieu le 23 avril 2015. Environ 100 personnes étaient présentes, dont certaines qui n'avaient pas reçu le courrier. À noter le 22 avril, Urbanis recevait déjà des appels téléphoniques.
- Des plaquettes ont été faites par Urbanis.
- Des permanences physiques (au centre social) et téléphoniques ont été mises en place par Urbanis.
- Des articles sont parus dans la presse, avant et après la réunion publique ainsi que dans les gazettes des collectivités (mairie de secteur, conseil départemental).
- Des affiches ont été déposées dans les magasins.
⇒ Il y a eu une communication importante.
- Et enfin, nous arrivons au porte-à-porte spécifique aux personnes non contactées, aidées par un courrier du préfet et de la députée maire.

Un écueil pour tous les PPRT ; il n'existe pas de liste clé en main avec les personnes concernées (problème de mise à jour, d'exhaustivité).

Point de vue Mairie de secteur - Sylvie Bicas, Mairie de Marseille

Cf présentation

La position des élus locaux est très importante : dans ce cas la mandature au niveau national de Mme la députée-Maire, a permis en modifiant la loi de remplacer le crédit d'impôt par le financement à 100 % des travaux de confinement.

La population a deux inquiétudes majeures : l'une par rapport au risque technologique et l'autre sur la prise en charge du financement des travaux.

Par ailleurs, la proportion des personnes âgées est très importante sur ce périmètre et c'est aux institutions de s'adapter dans l'accompagnement de ce public.

Ainsi, la palette d'outils utilisée est très variée et doit permettre de donner le maximum d'informations aux habitants afin de les rassurer.

C'est pourquoi, les élus locaux se sont beaucoup appuyés sur les acteurs de proximité, notamment le CIQ, le Centre Social des Escourties, Arkema.... Tous les acteurs locaux se sont mobilisés autour de ce projet et c'est un facteur de réussite.

L'État est remercié pour avoir fait preuve d'une extrême souplesse dans cette expérimentation.

Complément DDTM

Par exemple, nous avons eu beaucoup de questions provenant d'activités économiques et nous avons mis en place une réunion publique spécifique pour répondre à ces questions.

Questions

Comment garantit-on l'étanchéité d'une pièce de confinement dans cinq, dix ou 15 ans ?

Réponse DDTM13

Pour l'instant, on n'a pas de réponse à cette question de l'entretien des travaux qui reste de la responsabilité du propriétaire.

Tout est encore à inventer sur ce sujet.

Expérimentation ANAH en Alsace – Caroline Teyssier, DREAL Alsace

Avant tout, il est nécessaire de définir les besoins et les attentes de chacun pour trouver un dispositif qui fonctionne. C'est de cette façon que nous avons mis en place ce dispositif dans le Haut-Rhin, en surfant sur les échanges nombreux entre cofinanceurs, initiés lors de l'élaboration du PPRT.

On a ainsi traité en particulier avec le conseil départemental qui est délégataire des aides à la Pierre pour tout le territoire du Haut-Rhin (sauf Mulhouse Alsace Agglomération), et avec l'appui de son SPL Citivia, qui assure notamment les missions d'opérateur logement.

Cela concerne 3 PPRT avec prescriptions de travaux et 38 logements.

Financement des travaux

On a travaillé en parallèle sur les modalités de financement des travaux, avec la signature (environ un an après la signature du PPRT) d'une convention précisant les modalités du financement des travaux entre les financeurs direct (hors Crédit d'Impôt Etat) avec notamment le recours à la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC). Le choix a été fait de ne pas financer à 100 % les travaux (cofinancement à 90 % des travaux imposé par la loi), pour impliquer les propriétaires dans les travaux.

L'intérêt de la CDC :

- Pas besoin pour le riverain, de faire un dossier auprès de chaque cofinanceur.
- Versement garanti au propriétaire sous 10 jours après présentation de la facture à la CDC (pas d'avance des propriétaires sur la part de 50 % représentée par la part Collectivités et la part exploitant)

À noter : pas d'avance de la part du crédit d'impôts (40 %), car c'est compliqué à récupérer et l'enquête de terrain auprès des propriétaires ne l'exigeait a priori pas.

Financement de l'accompagnement

Convention de financement de l'accompagnement signée entre la DREAL et le Conseil Départemental 68.

Environ 1500 € hT par habitation.

Intérêt du dispositif ANAH

Il permet de faire des opérations conjointes et donc, un seul accompagnement (habitat insalubres, risques technologiques...).

Actuellement, nous sommes en phase de définition de travaux et de consultation des entreprises. Il n'a pas encore été relevé de cas où des travaux « ANAH » étaient nécessaires.

Enseignements

- Même si le PPRT a été compliqué et long à mettre en place, à la fin, nous avons instauré un climat de confiance entre les différents acteurs qui a permis de continuer à travailler ensemble sur la mise en œuvre des travaux chez les riverains du PPRT.
- L'instruction ANAH étend maintenant ses missions aux risques technologiques et va fournir des outils et modèles.
- Éléments facilitateurs :
 - volonté commune d'avancer dans la mise en œuvre du PPRT

- fonctions de l'ANAH assurées par un seul Déléataire des aides à la Pierre sur le territoire du département accueillant des PPRT avec travaux chez les riverains.

Voir article en ligne Amaris :

<http://www.amaris-villes.org/actualites-agenda/actualites/371-travaux-sur-les-logements-en-zone-pprt-une-premiere-a-chalampe>

Questions

Pensez-vous que les devis des artisans pourront être beaucoup plus importants que les estimations ?

Réponse Caroline Teyssier

Nous n'en sommes pas encore là, car nous n'avons pas encore reçu de devis et je ne pourrai pas vous répondre. Nos estimations sont basées sur les référentiels travaux nationaux.

Quid des critères de l'ANAH (ressources pour les occupants, loyers pour les bailleurs) (mme Mariton, CCM 04) ?

Pour les risques technologiques, il n'y a pas de conditions de ressources, l'ANAH peut intervenir sur 100 % des propriétaires et des bailleurs.

Qu'entendez-vous par propriétaires aisés ? (Richard Deboom, Arpil)

Réponse Caroline Teyssier

Ils sont au-dessus des plafonds ANAH, qui ne sont pas très hauts.

On est dans un village très agréable frontalier avec l'Allemagne et donc, des salaires allemands.

Pour le propriétaire, l'enveloppe des travaux sera au maximum de 2000 € à payer en proportion (10 % de 20 000). La mairie les a interrogés sur ce point-là. Leur réponse était par rapport à la sécurité apportée, on peut financer ce reliquat.

Complément Richard Deboom

Je rappelle que l'usine qui est à l'origine du risque ne paye que 25 % des travaux et tout le reste est à la charge du contribuable.

Pourriez-vous préciser les délais entre approbation et financement ? (Karine Lenoir, Commune de Rognac)

Réponse Caroline Teyssier

Un peu plus d'un an entre les deux signatures.

La population a été étroitement associée et effectivement, certains étaient en attente.

En fait, on a bénéficié de la prolongation du délai pour la réalisation des travaux prescrits par l'ordonnance PPRT. (Délai passé de 5 à 8 ans).

Ordonnance sur les activités économiques – 22/10/2015

Bruno Patouillet, DREAL PACA

L'ordonnance, suite aux difficultés apparues pour maintenir les activités économiques dans les zones PPRT, s'applique à tout ce qui n'est pas du logement.
cf. présentation

Jusqu'à présent, une SUP était associée à un établissement neuf, des établissements SEVESO vont maintenant créer des SUP sur des établissements existants (Xavier Ballaro – GPMM)

Réponse DREAL PACA

Ce qui est important, c'est le contexte et le cadre dans lequel on se situe. Dans l'hypothèse où l'activité économique fait le choix de mettre en place des mesures alternatives pour

réorganiser son activité sur site par exemple, et entre dans le cadre d'un financement tripartite au lieu d'avoir des mesures de délaissement, s'il est nécessaire de mettre en place une SUP, l'activité économique à l'origine ne peut pas prétendre à une indemnité.

Les mesures alternatives ayant déjà été indemnisées, ne peuvent pas de nouveau être indemnisées

Complément DDTM13

La notion de SUP recouvre un certain nombre de cas qui peuvent être très différents. Une SUP n'est pas forcément associée à un établissement neuf.

Comment s'articule cette ordonnance par rapport à la circulaire plateforme ? On pourra dans certains cas appliquer l'un ou l'autre des textes. Cela crée une ambiguïté. (Brigitte Queyrel – Commune de Château Arnoux)

Réponse Bruno Patouillet – DREAL PACA

La circulaire plateforme s'applique pour les activités en lien avec celle à l'origine des risques. Elle a pour objectif d'avoir un système très intégré avec une gouvernance spécifique aux risques. L'ordonnance ne vient pas contrecarrer ce qui est déjà permis. Elle vient préciser les possibilités offertes pour l'ensemble des activités économiques dans l'objectif, notamment d'éviter de créer des déserts autour de ces sites et en laissant à chaque activité plus de libertés sur les moyens à mettre en place pour gérer ce risque.

La limitation d'accès peut être financée par la convention tripartite, est-ce que cela inclut la signalisation, les contrôles d'accès ? (Xavier Ballaro – GPMM)

Réponse Bruno Patouillet – DREAL PACA

Sur ce point très précis, je ne pourrai pas m'avancer. Le principe est de dire que le financement des mesures couvre la mesure foncière et tous les frais associés (bornage, clôture...). L'ordonnance éclaircit ce point.

Très clairement, sur le domaine, les PPRT nous demandent de limiter l'accès... (Xavier Ballaro – GPMM)

Réponse DDTM13

Ne sont concernés dans ce cas, que les biens qui ont fait l'objet d'une mesure foncière dans le cadre du PPRT. On reste sur l'objet « réalisation d'une mesure foncière ».

Les mesures alternatives sont limitées au montant des mesures foncières qui peuvent être très élevées. Autant, il est facile de chiffrer ces dernières, autant, l'évaluation des mesures alternatives paraît plus aléatoire avec un risque de dérive. Exemple, dans le cas d'un déplacement de bureau, qu'est-ce qui empêcherait de créer un amphithéâtre high-tech ? (Philippe Varin – CG13)

Réponse Bruno Patouillet – DREAL PACA

Les mesures alternatives feront l'objet d'une instruction de dossier (qui reste à préciser), sur la base de l'activité existante. On ne finance pas le développement de l'activité.

Présentation de la Caisse des Dépôts et Consignations – Mme Amarenco, Responsable interrégional Consignations CDC

« A l'occasion de la mise en œuvre des mesures foncières d'un PPRT, la Caisse des dépôts (CDC) vous propose un service d'intérêt général, gratuit – la consignation des différentes participations financières attendues.

Dans ce cadre, La CDC agit en tiers de confiance et en parfaite neutralité.

A noter que les fonds consignés sont rémunérés.

Quel est votre intérêt ? Simplifier la gestion des contributions, le versement des subventions et par suite faciliter la mise en œuvre opérationnelle du projet.

La consignation permet de :

- rassembler les différents apports de plusieurs financeurs et de les sécuriser
- verser sous 10 jours maxi les subventions prévues à chaque bénéficiaire.

Vous restez totalement maître du dispositif financier envisagé : vous décidez de toutes les modalités de consignation (rythme de versement des participations...) et de déconsignation (ordre de déconsignation, désignation du bénéficiaire, montant à déconsigner...).

Les modalités de consignation et déconsignation sont détaillées dans la convention financière PPRT.

Nous travaillons actuellement avec vous sur plusieurs PPRT. »

Articulation avec les campagnes d'informations du public -

Michel Sacher, Directeur du Cyprès

Pourquoi et comment informer sur le risque technologique ?

Information préventive :

Depuis une loi de 1987, l'information des citoyens sur les risques majeurs est obligatoire. Le CYPRES participe ou organise des campagnes d'informations dans la région depuis 1989.

L'objectif est de sensibiliser les populations sur les bons réflexes à adopter en cas d'évènement, suite à une alerte.

Pour être acceptée et comprise, l'information préventive doit être diffusée en toute légitimité et crédibilité des personnes qui la portent. Ainsi, une association est nécessaire entre Industriels, État et collectivités : l'industriel est tout à fait légitime, mais peu crédible, contrairement au maire par exemple ; le rôle des services de l'État est peu connu du public. Les pompiers sont crédibles et légitimes.

La difficulté rencontrée est que les riverains recherchent peu l'information.

Il est donc nécessaire de refaire souvent des piqûres de rappel (réunions publiques, distribution de brochures) sur les comportements à avoir face à un accident technologique ou une catastrophe naturelle.

Mais l'acquisition des bons réflexes relève plus de la formations (écoles...) que de l'information. Nous nous attachons à réaliser ces actions.

Information règlementaire sur le risque industriel :

Les exploitants ont l'obligation de diffuser régulièrement une information auprès des riverains, et au maximum tous les 5 ans. Des campagnes ont lieu dans la région toutes les années divisibles par cinq (2005, 2010, 2015).

En 2015, la campagne a été retardée, suite au changement du périmètre des installations concernées, induit par Seveso III et après les attentats de juillet sur les sites industriels. En effet, il était nécessaire de trouver un équilibre entre sureté (des installations) et information (publique).

Ceci a entraîné quelques modifications : on ne parlera plus, par exemple, de chlore ou d'ammoniac, mais de produits toxiques (nom générique).

La plaquette « Risques Industriels » sera distribuée avant l'été 2016, uniformisée au niveau régional, mais avec des fiches spécifiques à chaque site industriel et ses cartographies (PPI).

Les personnes résidant au plus près de l'aléa doivent bien sûr être les mieux informées et les mieux protégées.

Ainsi, dans les zones PPRT (très proches des usines à risque), il est nécessaire, et nous veillerons, que chaque riverain possède la plaquette (et l'affiche chez lui !), pour garder la connaissance des risques et des réflexes à avoir en cas d'évènements.